

Arrêté

n° 2023-232

Objet : Désignation d'examineurs associés au jury du concours externe sur titres avec épreuve d'accès au cadre d'emplois de puéricultrice territoriale, session 2023.

Le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 modifiée relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique modifiée,

Vu l'ordonnance n° 2021-1674 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours de la fonction publique d'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique,

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique,

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 modifié relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des instances de sélection pour le recrutement, l'avancement ou la promotion interne des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales,

Vu le décret n° 2014-1058 du 16 septembre 2014 modifié fixant les modalités d'organisation du concours sur titres avec épreuve pour le recrutement des puéricultrices territoriales,

Vu le décret n° 2016-598 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires de certains cadres d'emplois médico-sociaux de catégorie A de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

Vu le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021 modifié pris en application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs centres de gestion,

Vu l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté n° 2022-690 du 04 juillet 2022 portant ouverture d'un concours externe sur titres avec épreuve d'accès au grade de puéricultrice territoriale, session 2023

Vu l'arrêté n°2023-24 du 09 janvier 2023 portant mise à jour la liste des personnes susceptibles d'être désignées en qualité de membres des jurys des concours et examens professionnels organisés par le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon,

Vu l'arrêté n°2023-190 du 19 janvier 2023 portant désignation des membres du jury du concours externe sur titres avec épreuve d'accès au grade de puéricultrice territoriale, session 2023

Vu l'arrêté n°2023-xxx du xx février 2023 portant modification de la liste des candidats admis à participer au concours externe sur titres avec épreuve d'accès au grade de puéricultrice territoriale, session 2023

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu l'accord régional de répartition d'organisation des concours et examens adopté par les douze départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes et figurant au calendrier 2023,

Considérant les besoins de recrutement exprimés par les collectivités de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu le procès-verbal du tirage au sort des représentants du personnel effectué le 19 décembre 2022 parmi les membres de la Commission administrative paritaire de catégorie A,

Considérant qu'il est nécessaire de désigner des examinateurs associés au jury pour participer à la conduite des épreuves orales et des examinateurs suppléants en cas d'empêchement de membres de jury,

Arrête :

Article 1 : La liste des examinateurs associés au jury pour la conduite des épreuves d'entretien du concours externe sur titres avec épreuve d'accès au cadre d'emplois de puéricultrice territoriale, session 2023, est composée comme suit :

Collège des élus		
BOUCHARD Sébastien	Conseiller municipal Vice-président	Ville de Pollionnay (69) Communauté de communes des Vallons du Lyonnais (69)
BROYER Sylvie	Conseillère municipale	Soucieu-en-Jarrest (69)
DESCHAMPS Laure	Conseillère municipale	Ville d'Écully (69)
DUMAS Françoise	Conseillère municipale	Chaponost (69)
FARNOS René	Conseiller municipal	Ville de Feyzin (69)
FRANCOIS Sébastien	Adjoint au maire	Ville de Brignais (69)
LAGRANGE Michel	Adjoint au maire	Marcy-l'Étoile (69)
Collège des personnalités qualifiées et fonctionnaires territoriaux		
BAYET Cyril	Responsable de l'unité pédagogique, adjoint au chef du service concours	CDG69
CHABRIER Jérôme	Attaché principal, Directeur général adjoint, Enfance, jeunesse, sports	Ville d'Irigny (69)
CHAPEL Hervé	Attaché territorial, coordinateur Enfance jeunesse	Ville de Dardilly (69)
COURNIL Christelle	Infirmière hors classe, Santé au travail	CDG69
DUBREUIL Bénédicte	Puéricultrice hors classe territoriale, en PMI	Métropole de Lyon (69)
DEJEANT Aurélie	Cadre pédagogique, service concours	CDG69
GUENE Emmanuelle	Puéricultrice, Directrice d'EAJE	Limonest (69)

FIORDALISI Céline	Chef du service concours	CDG69
OUSSALAH Arezki	Attaché territorial, Coordinateur enfance jeunesse, Responsable pédagogique	Ville de Saint-Clair-du-Rhône (38)
RIVIERE Christiane	Puéricultrice de classe supérieure, Directrice de multi-accueil	Ville de Vourles (69)
ROUSSET Anne-Claire	Infirmière de PMI Pôle Solidarité et services aux Usagers/Territoire Beaujolais Maison du Rhône de Villefranche sur Saône	Département du Rhône(69)
TORRES Hervé	Attaché principal, Chef du service Enfance éducation	Ville de Rillieux-la-Pape (69)

Article 2 : Le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur les sites internet www.cdg69.fr et www.cdg-aura.fr.

Ampliation du présent arrêté sera transmise aux Présidents des centres de gestion de la fonction publique territoriale parties prenantes à la présente organisation.



Fait à Sainte Foy-lès-Lyon
Le 02 février 2023

Le Président,



Philippe LOCATELLI

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été publié et transmis au représentant de l'État le 14 FEV. 2023



Fait à Sainte Foy-lès-Lyon
Le 14 FEV. 2023
Le Président,

Philippe LOCATELLI



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.